



Décision n° 2018-383

autorisant un survol d'aéronef motorisé
à moins de 1000 mètres du sol en cœur du Parc national,

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la décision n°2018-353 du 03 septembre 2018 autorisant la réalisation de travaux de confortement du sentier de Pal,

VU la demande présentée le 17 septembre 2018 par Monsieur MADIER Pascal, conducteur de travaux au sein de l'Office national des forêts pour le compte de la société HELISAF LEVAGE,

Considérant que la demande porte sur l'hélicoptage de matériaux nécessaires à la réalisation des travaux préalablement autorisés par la décision n°2018-754 susvisée,

Considérant que la demande est conforme à la modalité 29 en ce qui concerne la date de survol envisagée,

Considérant que l'itinéraire de survol pénètre dans une zone de sensibilité majeure liée à la reproduction du Gypaète barbu, mais qu'à la date envisagée, la sensibilité de l'espèce aux dérangements anthropiques peut être considérée comme moindre,

Considérant que l'approvisionnement en grumes de mélèze est localisé côté Tinée, et qu'à ce titre il n'est pas pertinent d'envisager un itinéraire d'accès alternatif par le Haut-Var-Cians (DZ des Tourres) par ailleurs plus difficilement accessible,

Considérant par conséquent, qu'il convient d'autoriser ce survol sous réserve du strict respect de l'itinéraire défini au plan de vol et du nombre restreint de rotations autorisées,

Décide :

Article 1er :

La société HELISAF LEVAGE – Groupe S.A.F représentée par son président Monsieur ROSSET Christophe, ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des survols à moins de 1000 m du sol dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces survols ont pour objet l'acheminement de matériaux nécessaires à la réalisation de travaux de confortement du sentier de Pal (commune de Saint-Etienne-sur-Tinée).

Article 2 :

Jour de survol autorisé : lundi 08 octobre 2018.

En cas de force majeure (intempéries, avarie technique...), le report des survols est autorisé sous réserve de formellement informer le chef de service territorial concerné ou son adjoint, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Il est rappelé que tout survol intervenant après le 15 octobre 2018 ne pourra pas être autorisé conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Contacts :

service territorial Tinée : 04.93.02.42.27

OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 :

Conditions de survol autorisé :

- Nombre de rotations autorisées : 5 rotations.
- Charges autorisées : petits outillages, EPI.
- **L'appareil devra strictement respecter le nombre de rotations et l'itinéraire autorisé en cœur tel que figuré au plan annexé à la présente, sans manœuvre prolongée dans la zone de sensibilité.**

Ces prescriptions sont à la charge du bénéficiaire.

Article 4 :

Éléments d'identification :

nom du pilote : Christophe BALLAN

type d'appareil : Ecureuil AS 350 B3

n° de l'appareil : F-GLHN

nom de la compagnie : HELISAF – Groupe S.A.F Hélicoptères

Article 5 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 24 septembre 2018



Le Directeur du
Parc national du Mercantour

CHRISTOPHE VIRET

